

UNIVERSITÉ DE KHEMIS MILIANA

Recherche scientifique et agriculture : les choix incontournables

Durant deux jours consécutifs, lundi et mardi, la grande esplanade qui jouxte l'auditorium de l'Université de Khemis Miliana a été transformée en une vaste foire agricole où des dizaines de stands ont exposé, ce dont nos agriculteurs et nos éleveurs sont capables de réaliser tant au niveau de la quantité que de la qualité des produits variés allant du miel aux veaux nouveaux-nés en passant par les fruits et légumes et autres produits maraîchers dont la pomme de terre est la plus cultivée à côté des céréales.

Cette exposition qui a attiré la grande foule, a précédé un important colloque qui a servi de constat actuel de l'activité de formation des étudiants, toutes filières confondues, mais aussi et surtout de la nouvelle vision du rôle que doit jouer l'Université et principalement le rôle de la Recherche scientifique qui doit être le moteur incontournable «du produire plus et mieux et à moindre coût» si tant est qu'on veuille vraiment infléchir la courbe ascendante des importations alimentaires qui s'élèvent à plus de 80% de nos besoins. C'est ce qu'a longuement expliqué le D^r Chehat Fouad, directeur général de l'Institut national de la recherche en agronomie.

Sa vision de la recherche scientifique dans ce domaine va à contre-courant de celle qui s'est installée depuis des années au sein de nos universités, à savoir des sujets tirés de l'absolu, fantasmatiques en inadéquation ou à côté des pré-

occupations réelles du monde agricole, des problèmes auxquels il doit faire face pour rentabiliser au maximum l'activité agricole, à savoir l'amélioration des terres, la fertilisation des sols, la gestion de l'eau, les problèmes de drainage, l'introduction de nouvelles variétés plus rentables et qui peuvent s'adapter à la nature et au climat.

«Il faut faire des choix, introduire une véritable révolution dans la conception de la recherche à savoir une recherche qui vise à l'étude des problèmes posés, spécifique à une situation donnée, dans une région donnée, dans un domaine donné, auxquels le chercheur doit proposer les solutions les plus efficaces, les plus appropriées à même d'induire les résultats les plus performants, mais l'université ne peut plus continuer à faire des recherches hors contexte, des recherches universitaires pour l'université, sinon ce serait du



Photo : DR

pur gaspillage de temps et d'argent» dira-t-il.

Evoquant le rôle de l'enseignant universitaire, le D^r Chehat ne s'embarrasse pas de préjugés pour dire : «L'enseignant qui ne fait pas de la recherche n'a rien à faire à l'université s'il se contente de donner des cours et rentrer chez lui... l'université n'est pas une école primaire, la société attend beaucoup plus de lui.»

Il constate que, pas moins de 1000 000 d'Algériens sont en formation dans les universités, que des centaines sont dans les écoles de doctorat, que les potentialités humaines et scientifiques existent mais sous-utilisées ou mal orientées» et de s'interroger alors, «où est donc

le problème ?» Pour l'orateur, le hiatus réside dans le fait que les directeurs de recherche ignorent la demande réelle et les questions posées» Sentencieux, il assène «Il n'est plus possible de continuer à s'inventer de fausses excuses, il est temps que chacun soit mis en face de ses responsabilités.»

Il rapporte qu'au stade actuel de la recherche, «il existe 36 projets nationaux avec les universités en plus du mégaprojet en partenariat avec les Chinois avec une enveloppe de 64 milliards et un autre avec l'UE pour un montant de 1,2 million d'euros». Il note que «ces projets sont définis clairement, les moyens financiers existent mais nous les abordons en rangs dis-

persés, chacun travaillant dans son petit coin sans concertation, sans échanges, dans l'incohérence» et pose ensuite la question fondamentale «sommes-nous capables d'unir nos efforts pour apporter les réponses indispensables aux problèmes posés ?»

S'agissant de l'autosuffisance alimentaire, l'intervenant met les pendules à l'heure «l'autosuffisance alimentaire est un mythe car de par le monde aucun pays n'est arrivé à se suffire à lui-même en produisant tous les produits». Et d'ajouter dans ce sens, «nous devons produire suffisamment certains produits oui, de bonne qualité et même dégager des excédents à exporter ou à reverser dans le processus de transformation (pomme de terre, agrumes, olives...), en un mot, concentrer tous nos moyens, tous nos efforts sur la production des produits stratégiques, tels que le blé dont nous continuons à importer d'immenses quantités.

Questionné au sujet de l'extension de l'espace urbain au détriment de l'espace agricole, le D^r Chehat voit différemment le problème.

Il constate d'abord qu'en Algérie, l'espace grignoté reste relativement dérisoire. «Dans nombre de pays, on construit plus de villes, plus de stades, plus d'aérodromes et d'auto-

routes, mais tout cela n'a pas empêché ces pays de produire davantage au point de produire considérablement de nombreux produits, de dégager des excédents et d'en exporter... parce que ces pays gèrent mieux, de manière rationnelle et scientifique et s'appuient sur la recherche... Il faut donc faire un choix, ou continuer de produire de façon traditionnelle et rêver d'autosuffisance alimentaire ou impliquer les scientifiques et viser des performances et rationaliser des méthodes de production les mieux appropriées.»

Il a été aussi question lors de ces débats, des problèmes environnementaux tels ceux soulevés par le directeur du secteur concerné, à savoir la pollution des nappes souterraines, la salinisation des sols, la contamination des eaux souterraines par l'infiltration des nitrates et pesticides.

A ce sujet, le directeur du secteur dira, «c'est à ce niveau et à toutes les étapes du cycle que se situera le rôle de la recherche scientifique pour, non seulement apporter des solutions aux problèmes posés, mais aussi pour rentabiliser au maximum l'exploitation des terres durablement, sans causer de préjudices irréversibles à l'équilibre de la nature.»

Karim O.

APRÈS LES ÉLECTIONS DE JEUDI DERNIER À BOUIRA

Place aux tractations ... et au chantage par le blocage

Finalement, à y regarder de près, le nouveau code de la commune et de la wilaya ainsi que le régime électoral, n'apporteront rien de nouveau quant aux phénomènes de blocage des APC vécus durant la mandature précédente. Pourtant, l'on se souvient, le ministre de l'Intérieur à l'époque avait clairement indiqué que lors de la nouvelle révision du nouveau code de la commune et de la wilaya, il serait question de nouvelles procédures qui mettront fin à ces interminables blocages des APC qui ne travaillent plus avec le citoyen.

Que nenni ! Même avec l'actuel code de la commune, le blocage sera de mise et dans bien des cas, il sera plus important que lors de l'ancien code. Ainsi, pour le cas de la wilaya de Bouira, hormis 17 APC sur les 45 communes qui s'en sont bien sorties du piège des quotas et qui les mettent dans une position confortable pour élire leurs P/APC et composer leurs exécutifs sans risque de bocages ni les fameux retraits de confiance, force est de constater que dans les autres communes, soit les 28 autres, rien n'est encore joué.

Pire, même les APC où il n'y a pas de ballottage, l'élection du futur édile de la commune pose problè-

me tant les sièges sont dispatchés entre une mosaïque de partis engagés et les appétits des uns et des autres importantes, pour ne pas dire démesurés.

Pour les cas des communes qui sont en ballottage comme Bouira, Bechloul, M'chédallah, Ouled Rached, Bouderbala, Aghbalou, Zbarbar et Dechmia, hormis la commune de Bouira où le RND qui a obtenu 8 sièges, au même titre que son rival le FLN mais qui a eu la chance d'avoir dès les premiers instants, après la proclamation des résultats, une alliance claire du PJ qui a obtenu 4 sièges, les sept autres communes sont bloquées pour le moment. C'est le cas de

l'APC de M'chédallah où le RCD qui est en ballottage avec une liste indépendante avec 7 sièges chacun, trouve toujours du mal à former des alliances avec le FFS qui a obtenu 3 sièges. Cela même si pour le moment, le RND qui a obtenu 2 sièges avait accepté l'alliance avec le RCD.

Le même problème est posé à Bechloul où le RCD et le MPA sont au coude à coude avec 4 sièges chacun et cherchent chacun de son côté à contracter des alliances avec les autres partis ayant eu des sièges à l'instar du FLN avec 3 sièges, le RPR et le PT avec 2 sièges chacun. A Bouderbala également, le MPA d'Amara Benyounès a obtenu 4 sièges, en ballottage avec le FLN, mais le FAN qui a obtenu 3 sièges, et le FFS et le RND qui en ont eu 2 chacun, sont là à monter les enchères. A Ouled Rached, le FFS et le RND ont obtenu 3 sièges chacun mais les autres partis comme le FM et El Fadjr, avec 2 sièges chacun, le RCD, le MPA et le FLN avec 1

siège chacun, sont tous sollicités et malin qui pourra donner un quelconque pronostic quant à qui échoira la future présidence de cette commune. Le même problème est posé pour la commune d'Aghbalou qui est en ballottage entre le FAN et le FFS avec 3 sièges chacun, suivis par le FLN, le RCD et le RND avec 2 sièges chacun et enfin, le MCL avec 1 siège.

Par ailleurs, même pour la présidence de l'APW, les tractations battent leur plein. Le FLN avec 15 sièges, le RND avec 10 sièges, le FFS avec 7 sièges, le MPA avec 6 sièges et le HMS avec 5 sièges, peuvent selon la loi, prétendre chacun à la présidence tant aucun parti n'a obtenu la majorité absolue. Hier encore, les tractations entre les différents partis battaient leur plein. Cependant, le FLN et le RND sont les plus favoris pour la présidence de l'assemblée. Ceci d'autant que les sénatoriales qui auront lieu vers la fin du mois en cours, pointent en ligne de mire.

Y. Y.

3 interpellations pour vente de documents administratifs imités

Les services de l'APC de Khemis-Miliana, après avoir constaté que des fac-similés de documents administratifs étaient en vente au niveau de certaines papeteries, ont déposé plainte auprès de la police judiciaire de la première Sûreté urbaine. Exploitant l'information, les éléments de la PJ sont arrivés à identifier les auteurs de ce commerce illicite.

Les documents ont été saisis et les trois contrevenants, interpellés et présentés au procureur de la République près le tribunal de Khemis-Miliana qui, à son tour, a transmis le dossier au juge d'instruction.

K. O.

TÉNÈS Intervention des forces navales sur un navire

Jeudi 29 novembre, suite à un appel de détresse lancé par un pavillon maltais, mouillant au large de Ténès, un hélicoptère des forces navales est intervenu pour évacuer un blessé grave vers la base militaire de Chlef.

L'accident s'est produit dans la salle des machines lorsque le mécanicien devait procéder à une réparation à bord du navire. La victime de cet accident de travail de nationalité ukrainienne a été transportée par les éléments de la Protection civile à l'hôpital de Ouled-Mohamed, où elle a été opérée. Ses jours ne sont pas en danger.

Medjdoub Ali

LASERS MÉDICAUX À TIZI OUZOU

Une première dans la région dans un cabinet d'Azazga

Bonne nouvelle pour les malades de la peau et les amateurs de soins esthétiques de la wilaya de Tizi Ouzou avec l'inauguration d'une consultation de lasers médicaux réalisée dans le cabinet médical spécialisé du Groupe Aliane à Azazga.

Une première au niveau régional, selon le médecin lasériste qui a décliné devant une forte assistance de médecins, des délégués commerciaux, lors d'une collation à laquelle étaient éga-

lement invités le Conseil de l'ordre et la Cnas selon notre interlocutrice, les grandes lignes du plateau technique considéré comme l'unique du genre au niveau de l'ensemble de la wilaya, toujours d'après ce médecin. Les traitements dispensés par ce matériel de pointe ayant à son actif 30 années d'expérience, d'après ce médecin qui affirme avoir reçu une formation en Europe, concernent une gamme de soins non remboursés par la Sécurité sociale: la pilosité,

les varicosités, les taches pigmentaires, la photo-rajeunissement ainsi que les cicatrices et les soins esthétiques de traitement de rides.

Invité à être plus précis sur les performances de ce matériel relativement assez onéreux puisqu'il avoisine le milliard de centimes, le médecin soutient qu'il s'agit d'un laser de deux longueurs d'onde le mieux adapté pour les traitements, à ne pas confondre avec les lampes-flashes.

S. Hammoum